

Dans la cadre de la journée d'études consacrée aux épistémologies croisées de la critique de l'économie le 30 mai dernier à l'Université Paris 7, la chercheuse argentine Veronica Gago a partagé son analyse des récentes mobilisations féministes en Amérique latine. Pour ce faire, elle propose de repenser le concept de « féminicide » dans le cadre des « nouvelles formes de guerres » entraînées par la mondialisation néolibérale.

L'Argentine a connu depuis plusieurs années une formidable mobilisation contre les féminicides, qui fait suite à de longues décennies de luttes féministes dans le pays et la région. Les manifestations massives à l'appel Ni Una Menos depuis juin 2015 ont réuni différentes générations et créé une problématisation d'ensemble contre les violences sexistes au sein de la société.

Cette nouvelle « vague » féministe dans le pays et la région éclaire également sous un jour spécifique la question des violences : les marches, assemblées, et la reprise de ces trois mots comme un mot de passe qui dépasse les espaces du collectif du même nom, ont largement fait passer de la dénonciation de la victime, à un deuil et une dénonciation collectifs, se différenciant en ce sens, entre autres, des #metoo ou #balancetonporc. L'élaboration d'une rage collective en appel à l'insoumission transversale entre plusieurs luttes, d'un côté, et la prise en compte de l'importance des facteurs économiques, sociaux et financiers pour comprendre cette augmentation de la violence, d'un autre, en sont deux aspects importants.

Comment comprendre en effet la forte mobilisation par exemple des syndicalistes et les remises en cause des pratiques et de discours que cela a entraîné dans de nombreuses centrales syndicales ? C'est que cette « guerre contre les femmes » que Verónica Gago, enseignante-chercheuse et militante, membre du collectif Ni Una Menos, propose ici de penser, en alliance avec Rita Segato, ne peut se comprendre qu'au croisement entre les violences sexistes et les violences sociales et économiques. En particulier, les spécificités financières et d'endettement propres à une nouvelle phase néolibérale particulièrement crue, dans des pays « cobayes » du FMI depuis bien des années, travaillent en creux les possibilités d'autonomie.

Mais loin que cette spécificité soit un isolement géographique de l'analyse, les traits soulignés dans ce texte peuvent permettre de reconnaître des lignes d'attaque contre les femmes au croisement de la question de la dette, de la précarité, du soin et des corps violentés, et de penser des stratégies d'analyse et de lutte pour des mouvements féministes actuels, dans un monde caractérisé par des avancées toujours plus violentes, néolibérales et répressives ou néofascistes.

Le texte permet en particulier de poser la question des outils de lutte, notamment celui de la grève des femmes qui, surgie comme proposition de lutte le 19 octobre 2016, agit comme révélateur d'une cartographie des violences sociales en termes féministes, et levier pour une transformation réelle des conditions de vie.

Pourquoi les femmes se font-elles tuer ? Peut-on penser l'augmentation des décès de femmes en termes de guerre ? (Rappelons que dans plus de 80 % des cas, l'auteur du crime est un amant, un petit ami, un mari ou bien un ex-amant, un ex-petit ami ou un ex-mari.)

Il ne s'agit évidemment pas d'une guerre au sens d'un affrontement entre deux parties symétriques, ou selon les règles précises d'un combat. Mais il me paraît nécessaire de réfléchir à ce qui entraîne aujourd'hui, en Argentine du moins, la mort d'une femme toutes les 18 heures. Cette cadence s'est aggravée de façon dramatique ces deux dernières années, et elle a atteint des records après la Grève Internationale des Femmes de 2017. Penser depuis la catégorie de guerre en tant qu'elle implique une économie spécifique s'inscrit dans le champ des épistémologies croisées de la critique

de l'économie qui nous convoque aujourd'hui. L'idée de guerre permet en effet de mettre l'accent sur une dynamique de forces conflictuelles, et de nous défaire de notions comme celle d'« épidémie » ou d'autres variantes de la pathologisation des féminicides, qui tendent à culpabiliser l'émergence des mouvements collectifs de femmes dans la rue.

Lorsqu'on cherche à comprendre l'augmentation des féminicides, on constate que les arguments de la « rationalité juridique » sont en effet mobilisés pour dénoncer l'« inefficacité préventive » des grandes rassemblements (dans les mots du juriste argentin Zaffaroni), tandis que des discours « psychologisants » accusent ces attitudes d'*empowerment* – qui exposeraient les femmes à un danger de mort – de n'être qu'une « illusion mimétique » (voir « l'effet de contagion » du mouvement *Ni una menos*^[1] décrit dans la revue *Noticias*). Ce vocabulaire spécialisé se propage néanmoins dans les médias et vient renforcer, depuis la position de savoir des soi-disant « experts », deux idées : le postulat d'une relation de causalité entre une mobilisation croissante des femmes et une réponse de plus en plus violente qui viendrait la sanctionner, et, deuxièmement, l'idée que les femmes entre elles seraient incapables d'enrayer l'augmentation des féminicides.

Notre approche s'inspire du travail de Rosa Luxemburg lorsqu'elle s'intéresse à la manière dont la guerre a été utilisée pour désarmer les luttes ouvrières. Si ce n'est que dans notre cas, la guerre est pensée dans la perspective des « nouvelles formes de guerre », ainsi que Rita Segato les identifie, hors du cadre de l'état-nation ^[2]. Nouvelles parce qu'elles font de la violence contre le corps des femmes leur arme privilégiée, tout en la réinscrivant dans une dimension coloniale qu'il est essentiel de souligner.

Cette dimension s'exprime dans les méthodes spécifiquement coloniales qui ont été employées pour tuer des femmes (comme l'empalement, l'utilisation de la chaux ou le démembrement), mais également dans la façon dont « l'inconscient colonial », comme l'appelle Suely Rolnik, opère en dévalorisant les savoirs du corps que les femmes réhabilitent à travers de nouvelles formes de sociabilité et de politisation ^[3]. Sans cela, on ne pourrait comprendre l'augmentation et l'intensification de cette « pédagogie de la cruauté », comme Segato l'appelle également – dont la violence « expressive » (et plus seulement instrumentale) multiplie les abus, et qui reproduit implacablement l'ordre de la masculinité patriarcale.

Mais nous ajoutons également que ce qui en fait une nouveauté (c'est à dire sa condition d'*actualité*) provient du caractère réactif de la réponse misogyne aux formes diverses et de plus en plus répandues de l'autonomie des femmes. Ceci rejoint la thèse de Silvia Federici^[4], que nous proposons de mettre en regard avec des recherches concrètes : c'est la dévaluation de la vie et du travail exacerbée par la mondialisation contemporaine qui constitue le dénominateur commun de la violence contre les femmes. Federici dénonce ainsi l'institution d'un « état de guerre permanent ».

A partir de ces éléments, il est possible de proposer une nouvelle lecture pour éclairer la compréhension de ces crimes aberrants. Mon hypothèse est qu'aujourd'hui la guerre contre les femmes s'exprime sur quatre scènes à l'*origine* des féminicides, qui sont le substrat de sa *production antérieure* – pour paraphraser Marx, on pourrait dire de son *accumulation primitive*^[5], et qui entretiennent entre elles une logique de connexion :

-l'implosion de la violence dans les foyers comme effet de la crise de la figure de l'homme pourvoyeur de ressources, et de son déclassement dans le monde du travail ;

-l'organisation de nouvelles violences dans les quartiers populaires à partir de la prolifération d'économies parallèles qui remplacent, dans une autre logique, les formes d'approvisionnement traditionnelles ;

-la spoliation et le pillage des terres et des ressources dont dépend la vie communautaire par les sociétés transnationales, privant d'autres économies de leur autonomie matérielle ;

-l'articulation des formes d'exploitation et d'extraction liées à la financiarisation de la vie sociale - et en particulier le dispositif de la dette, leur dénominateur commun.

Dans ce texte, je voudrais procéder comme suit : premièrement, j'essaierai de montrer que c'est la finance qui connecte entre elles ces 4 dimensions (I) ; puis je reviendrai au problème de la « guerre » (II) ; et enfin, à notre point de départ : à quel genre de force cette offensive répond-elle ? Dans quelles économies l'autonomie des femmes peut-elle trouver une place ? Je m'intéresserai ici à l'expérience de la Grève des femmes en Argentine (III). A cette étape de notre réflexion, la guerre subira un déplacement : c'est parce qu'il y a une guerre « dans » le corps des femmes qu'il y a une guerre « contre » les femmes.

La finance, un nœud des violences

La connexion des violences

La focalisation des études de la violence sur la « violence de genre » a pour effet de victimiser les femmes : elles sont condamnées à cette place de victime à travers l'attaque qui leur est faite. Or c'est justement parce que cette violence est isolée que les femmes sont totalement réduites à la passivité. Aussi la violence de genre est-elle devenue une sorte de corset et de limite : en tant que femmes, nous ne pouvons pas y échapper. Si ce n'est à coup de rhétoriques salvatrices proférées par les organisations qui œuvrent à notre libération. La plupart des discours sur la traite ou le trafic des femmes s'inscrit dans cette approche. Parrainé par les ONG et adopté par les réseaux de la finance internationale sous les auspices spirituels de l'Église, le paternalisme avec lequel est abordée l'exploitation des femmes empêche de penser une explication en termes d'exploitation qui ne soit pas moralisante, de même qu'il ignore l'interaction complexe du désir et des calculs des risques et des bénéfices que les femmes mettent en œuvre dans des modalités diverses de migration. En ignorant ainsi leur rationalité stratégique (plans, frustrations, re-calculs, apprentissages, sacrifices), on ne cesse de réactualiser une logique coloniale en mésestimant, au nom d'un paternalisme, tout un ensemble de savoirs.

En effet, comme c'est également le cas avec les travailleurs migrants, le vocabulaire de la traite et de l'esclavage prend la partie pour le tout. A partir d'un cas que l'on estime emblématique et d'images capables de frapper l'imagination du public (un travailleur textile menotté à une machine à coudre ou une jeune femme menottée à un lit), on cherche à expliquer une soumission intrinsèque, de *nature*, et on annule toute volonté ou rationalité autonome. L'image de la traite est précisément une image que l'on essaie de combattre : l'identification systématique des femmes avec la position de victime. Ce « stéréotype » produit un discours qui convient parfaitement aux logiques tutélaires que nous critiquons ici, et qui voudrait trouver dans le féminicide son paroxysme. Ceci explique que les récits journalistiques de féminicide prennent autant de soin à décrire les femmes comme de parfaites victimes : tout élément susceptible de relever d'une libre décision est passé sous silence, puisque le moindre écart avec cette image risquerait de faire d'elles des suspectes. Il en va de même pour les femmes migrantes : la rhétorique de la traite les prive de leur capacité à estimer une situation et à prendre des risques, c'est à dire, d'une quelconque capacité de raisonnement.

Cependant, sortir de cette conception de la violence en termes de victimisation ne nous délivre pas du problème de la violence, et encore moins de la nécessité de comprendre sa spécificité. Bien au contraire : elle la déplace. Mais il s'agit d'un déplacement stratégique : c'est cette approche croisée

entre la violence de genre et la violence économique et sociale qui nous permet de sortir du confinement de la violence au « ghetto » de la seule perspective du genre. La spécificité de cette violence apparaît grâce à cette connexion, et non par le biais d'une opération d'isolement. Elle est le résultat d'un point de vue situé, depuis lequel ce processus peut être compris comme une totalité en mouvement, ou une synthèse partielle.

Cette connexion nous déplace vers un plan de compréhension qui considère la violence comme l'expression d'un contexte précis, d'une situation complexe, d'un nouage, et elle permet d'articuler le monde du travail et l'exploitation de nos précarités avec de nouvelles formes d'exploitation financières.

C'est également cette connexion qui explique que les femmes en situation de dépendance économique se retrouvent parfois dans l'impossibilité de quitter des foyers devenus invivables ; ou bien qu'elles puissent envisager le choix de la migration comme une ligne de fuite possible, bien que les risques soient de plus en plus élevés.

Les modalités réactionnaires - c'est à dire punitives, racistes et sexistes - avec lesquelles le système politique recode cette violence, en s'alliant avec des formes para-étatiques et para-juridiques de répression, entraînent à leur tour des modalités renouvelées de contre-insurrection qui sont caractéristiques des nouvelles formes de guerre.

Je dirais donc que l'intersectionnalité entre ces trois dimensions, à savoir : la cartographie du monde du travail depuis une perspective féministe qui permet de donner un autre statut aux économies non salariales ; l'émergence d'une écologie politique qui met en jeu une conception non-libérale de la terre et des ressources au sens large, puisqu'elle émerge des luttes pour défendre la vie communautaire ; et enfin les luttes pour la justice - conçues comme une extension du travail de *care* - ainsi que l'a remarqué Selma James [6] -, reconfigure le cadre matériel d'une critique des violences actuelles.

En Argentine, cette intersectionnalité a été expérimentée dans la pratique, à travers deux expériences de grèves massives en moins d'un an : la Grève Nationale des femmes du 19 Octobre 2016 et la Grève Internationale des Femmes du 8 Mars 2017. En prenant ces grèves pour exemple, je voudrais souligner la dimension *matérialiste* de l'insurrection des femmes que nous sommes en train de vivre. C'est un travail pratique de construction d'« alliances insolites » - terme que nous empruntons au collectif féministe bolivien *Mujeres Creando* [7] - qui nous a permis de faire émerger des convergences inattendues, de déployer les outils conceptuels du féminisme au-delà du cadre des violences de genre, et d'empêcher qu'il ne fonctionne comme un mécanisme de capture. D'une part, comme je l'ai indiqué plus haut, en échappant à la thématization du genre comme un « ghetto » qui détermine corrélativement des « réponses » et des « solutions » également ghettoisantes : un nouveau secrétariat (d'État), une nouvelle section (syndicale) ou un nouveau programme (de santé), qui neutralisent son potentiel de radicalisation transversale. D'autre part, en évitant le nouveau confinement dans la sphère domestique d'une violence qui est directement connectée aux espaces économiques et sociaux (pas uniquement à travers le « salariat patriarcal ») - et qui, précisément, rend visible l'éclatement des murs de l'espace domestique.

Travail et finance : les réseaux subalternes capturés par la prolifération des économies illégales

L'intersectionnalité telle que nous la concevons constitue donc une méthode et une perspective capable d'au moins deux mouvements simultanés.

Tout d'abord, le dépassement du binarisme entre le tout et la partie, dans la mesure où l'intersectionnalité entre la violence de genre et les violences économiques et sociales permet au féminisme de construire une critique du capitalisme fondée sur l'articulation de l'exploitation dans le monde du travail et l'implosion de la violence misogyne dans la sphère domestique, à travers l'effondrement de la capacité des hommes à assurer l'approvisionnement des ressources.

Mais elle permet également de rendre compte de la multiplication des formes d'exploitation des économies (affectives, communautaires, informelles, etc.) qui s'exercent au-delà du monde salarial. Il s'agit donc de proposer une lecture de la violence du néo-libéralisme en tant que moment particulier de l'accumulation du capital, qui puisse à la fois rendre compte des mesures d'ajustement structurel, et de la manière dont l'exploitation s'enracine dans une production de subjectivités contraintes à la précarité en même temps qu'elles luttent pour s'en sortir dans des conditions structurelles d'appauvrissement.

D'un lieu pacifié en apparence, le foyer est devenu un champ de bataille. La violence domestique donne en spectacle une domesticité explosive et transforme le foyer en un théâtre de scènes macabres. Rita Segato explique pourquoi cette violence est aussi la conséquence d'autres violences : celle que les hommes incorporent sous forme d'humiliation dans leurs espaces de travail, comme par effet de contamination. Le foyer n'est plus le repos du guerrier, comme il l'était lorsque la division sexuelle du travail réservait aux femmes la tâche de soigner la maison. La maison est devenue le lieu où le « guerrier » (une des figures classiques de l'ordre patriarcal) fait la guerre, comme un symptôme de son impuissance.

En interrogeant la distinction entre public et privé, la question du travail envisagée dans une perspective féministe permet, depuis une subjectivité supposée « extérieure » ou « en retrait » de la place centrale du travail salarié, de remettre en question la notion même de travail. En Argentine, ce déplacement s'inscrit dans une généalogie qui se rapporte au mouvement des *desocupados* [8] au début de ce siècle, qui, en pleine crise, a radicalement bousculé ce qu'on entendait par travail, emploi ou rémunération, et a transporté l'outil classique du *piquete* [9] à l'extérieur de l'usine, en bloquant la circulation des marchandises grâce à l'organisation collective de barrages routiers.

Nous sommes maintenant confrontés à la capacité des femmes à remettre en jeu ces frontières un peu floues - parce qu'elles sont politiquement instables, et non en raison d'un flou abstrait -, qui sont en cours d'élaboration depuis des années entre le travail domestique, productif, reproductif, affectif et de *care*, dans le contexte d'une crise qui place le corps des femmes au centre de ce conflit. L'attention portée au corps des femmes dans cette nouvelle dynamique de crise nous amène également à considérer avec intérêt les formes de coopération sociale étendues qui se mettent en place dans les quartiers où prolifèrent de manière durable des économies populaires, et où cette répression violente s'exerce avec force.

C'est également ce qui arrive dans les territoires où les affrontements avec les entreprises néo-extractives afin d'empêcher les multinationales de s'en approprier les ressources entraînent ce que des camarades du Guatemala et du Honduras ont appelé des « féminicides territoriaux [10] ».

Cela fait émerger une dimension fondamentale, qui doit elle aussi être retravaillée depuis la perspective féministe : le rôle des dispositifs de financiarisation de l'insertion sociale (par exemple, les subventions aux diverses formes d'entreprises coopératives) en lien avec l'exploitation financière, en tant qu'ils constituent un élément clé de la relance de l'accumulation du capital. Aujourd'hui, grâce à des endettements massifs, les finances capturent les revenus salariaux et non salariaux des classes populaires, traditionnellement exclues de l'imaginaire financier.

C'est ainsi que la dette fonctionne : en structurant la nécessité de travailler, quels que soient les

revenus, pour échelonner le remboursement de la dette sur le long terme. Cette capture du travail entraîne l'exploitation de l'ingéniosité et du sens de la débrouille des débiteurs : peu importe le travail, ce qui importe, c'est le remboursement de la dette. Le *modus operandi* du dispositif général de la dette acquiert une particularité lorsqu'il s'alimente des subventions de l'État aux populations dites « vulnérables ». Tout en fonctionnant comme garant pour des populations prétendument « exclues » en les intégrant par le biais de la consommation, l'État permet en effet une connexion rapide avec des économies informelles, illégales et populaires.

Ces économies deviennent un élément déterminant en tant que sources ou compléments d'activités et de revenus, et c'est de là, de leur complémentarité avec le dispositif de la dette, qu'elles tirent leur dynamisme. Cette lecture ne correspond pas aux clichés qui ont l'habitude d'associer les économies informelles à l'illégalité, l'absence de l'État, la pauvreté ou la déconnexion financière. Bien au contraire : elles situent l'exploitation financière des classes populaires dans une modalité d'intégration par la consommation qui légitime la financiarisation des activités moins formelles, structurées et routinières. L'affinité de cette dynamique avec la question du genre est centrale à plusieurs égards.

Tout d'abord, dans la mesure où le travail de *care*, de production et de reproduction du commun fait partie et est directement lié au travail rémunéré dans les économies populaires, il constitue un élément clé qui ne doit pas être uniquement lu en termes de féminisation de la pauvreté (bien qu'il en rende compte), mais comme une possibilité de redéfinir la production de valeur. Il ne faut pas oublier que dans le cadre de la bancarisation accélérée des prestations sociales au cours des dernières années - qui a intégré des milliers de nouveaux usagers au système financier sous le slogan de la « démocratisation bancaire » -, les femmes jouent un rôle primordial en tant que cheffes de famille et pourvoyeuses de ressources dans les réseaux de coopération sociale.

Pour cette raison, une approche des finances en termes de genre permet de distinguer des usages spécifiques de l'argent, des liens particuliers avec les différentes formes d'endettement et, enfin, une gestion flexible des ressources, puisque dans la plupart des ménages, la reproduction de la vie repose sur les femmes et leurs tactiques de gestion au quotidien.

Diverses études sur la dette soulignent la préférence accordée par les organismes de prêts aux femmes, généralement désignées comme des « payeuses exemplaires ». La manière dont les relations de confiance et de parenté entrent en jeu est une valeur que le système financier considère comme un capital à exploiter (il existe tout un corpus sur le microcrédit qui décline ceci comme un « avantage comparatif », ainsi qu'une série de perspectives critiques qui mettent l'accent sur le mode d'exploitation des réseaux affectifs et de la solidarité entre femmes). La construction « morale » de la responsabilité de la figure de la débitrice nous est bien connue ; d'où son rôle dans l'évaluation des risques.

Il est essentiel d'analyser ces caractérisations en regard des qualités de flexibilité, de polyvalence et de fiabilité attribuées aux tâches féminines, dans la mesure où elles impliquent d'avoir développé des aptitudes qui leur permettent de gérer des flux d'argent et des formes d'endettement multiples. Qualités qui, dans un contexte d'ajustement et de restriction de la consommation, deviennent encore plus manifestes (je pense par exemple au travail de *Caso de finanzas*, une ONG italienne qui intervient auprès des femmes dans le quartier Alto Comedero, à Jujuy).

L'analyse que nous proposons de l'exploitation financière (en compagnie de Sandro Mezzadra et Alexandre Roig [11]) permet d'établir une connexion entre l'augmentation des violences machistes et la financiarisation des économies populaires, car elle met en lumière la relation intime entre dette et assujettissement, entre dette et dépendance économique, et parce que, littéralement, la dette devient un mode de fixation et de subordination aux environnements violents. Dans de nombreux cas,

La spoliation et le pillage des terres et des ressources dont dépend la vie communautaire

Il est indispensable de réfléchir à l'intégration de nos pays au marché mondial pour comprendre l'offensive de l'agrobusiness et des industries extractives sur le continent. Là encore, le travail de Rosa Luxembourg est d'une grande actualité : elle a théorisé en terme d'expansion coloniale ce qu'on appelait dans le langage de son époque les « formations de l'économie naturelle » ; en particulier à propos de la spoliation des terres qui visait à mettre un terme à l'autosuffisance des économies paysannes[12].

N'oublions pas qu'elle a désigné les dettes hypothécaires imposées aux agriculteurs américains, la politique impérialiste néerlandaise et britannique menée en Afrique du Sud contre les populations noires et indigènes, ainsi que la pression fiscale et l'introduction de marchandises bon marché comme des formes concrètes de violence politique.

Dans diverses luttes, on a commencé à utiliser le concept de « corps-terre » pour parler des communautés qui résistent aux attaques néo-extractives, et dont les forces de résistance sont principalement menées par des femmes. C'est le cas de Berta Cáceres, dont l'assassinat a été dénoncé par ce mouvement comme un « féminicide territorial »[13]. Non seulement cette approche s'inscrit dans une conception non-humaine du corps, mais elle envisage également la question de la nature depuis un point de vue non-libéral : il ne s'agit donc pas de promouvoir un préservationnisme abstrait, mais de faire face à des modes d'appauvrissement des possibilités matérielles de vie qui structurent aujourd'hui un antagonisme direct entre les entreprises multinationales soutenues par les États et des populations qui sont pillées et déplacées.

Ce paradigme extractif doit cependant être étendu aux zones urbaines et périurbaines où l'on retrouve le rôle joué par la finance sous de multiples aspects, y compris dans des opérations « extractives » : de la spéculation immobilière (formelle et informelle) jusqu'à des cas d'endettements massifs. Il est donc nécessaire de concevoir l'extractivisme de manière élargie, comme une des opérations par lesquelles le capital capture de la valeur aujourd'hui.

La guerre comme clé de compréhension

Foucault a proposé d'utiliser le concept de guerre pour analyser les rapports de pouvoir, et, plus précisément, le modèle de la guerre et des luttes comme un principe d'intelligibilité et d'analyse du pouvoir politique[14]. Il a également montré qu'il y avait derrière tout ordre le bruit de fond d'une guerre permanente. De sorte que la guerre serait « le point de tension maximum, la nudité même des rapports de force » eux-mêmes pris dans « un entrecroisement de corps, de passions et de hasards » : une véritable trame sur laquelle s'édifie une « rationalité » qui prétend pacifier la guerre.

Silvia Federici avance à la croisée de la perspective foucauldienne, du féminisme et du marxisme. Selon elle, le capitalisme poursuit et combat ces femmes avec brutalité et acharnement depuis ses origines. Elle explique ceci en articulant trois concepts : *femmes, corps et accumulation primitive*[15] et s'interroge également sur cette figure emblématique du féminin qu'est la sorcière. Pourquoi le capitalisme, depuis ses origines, a-t-il besoin de faire la guerre à ces femmes ? Pourquoi la chasse aux sorcières est-elle l'un des massacres les plus violents de l'histoire, et néanmoins parmi

les moins commémorés ? Que cherchait-on à éradiquer quand on les condamnait au bûcher ? Peut-on établir un parallèle entre le sacrifice des sorcières et celui des esclaves noirs dans les plantations en Amérique ?

Pour Federici, cette offensive contre les femmes fut une riposte à la montée en puissance de leur pouvoir et de leur autorité dans les mouvements sociaux, en particulier parmi les hérétiques. Elle la qualifie de « réaction misogynne » à ce mouvement d'ampleur et au contrôle reproductif que les femmes pratiquaient entre elles. « Du sexe propre dans des draps propres » : tel était l'objectif de la rationalisation capitaliste de la sexualité, qui aspirait à convertir l'activité sexuelle féminine en travail au service des hommes et de la procréation.

Mais ce fut également un moyen de les sédentariser : pour elles, il était beaucoup plus difficile de devenir des travailleuses migrantes ou des vagabondes car la vie nomade les exposait à la violence masculine, et selon Federici, à cette époque - celle de l'organisation capitaliste du monde -, la misogynie gagnait du terrain. Cependant, comme elle le souligne, cette violence n'en est pas restée au stade d'une histoire cachée des origines. Ceci explique sans doute que la prolifération des violences sexistes visant le nomadisme des femmes nous surprenne aussi peu (qu'il s'agisse de prendre un taxi la nuit ou de quitter un partenaire).

Le corps féminin, continue Federici, a remplacé les espaces communs (en particulier les terres) après leur privatisation. Dans un même mouvement, les femmes ont été soumises à une exploitation accrue de leur travail et de leur corps au titre de services personnels et de ressources naturelles. Celles qui n'ont pas été privatisées comme femmes au foyer dans le mariage bourgeois ont donc été converties en classes serviles (employées domestiques ou prostituées). L'écrivaine italienne précise que les femmes considérées comme des « rebelles » n'étaient pourtant associées à aucune activité « subversive spécifique ».

Elle s'intéresse également à la *personnalité féminine* qui s'est développée pendant la lutte contre le pouvoir féodal, en particulier parmi les paysans, lorsque les femmes étaient en première ligne des mouvements hérétiques, souvent organisées dans des associations féminines - ce qui posait un défi croissant à l'autorité masculine et à l'Eglise. Les images qui les décrivent (dans les histoires et les caricatures) montrent des femmes hissées sur le dos de leurs maris, fouet à la main, ou d'autres vêtues comme des hommes, déterminées à l'action. Les amitiés féminines seraient également devenues suspectes, accusées d'être contre-productives pour les mariages, et considérées comme un obstacle aux dénonciations entre femmes encouragées par l'autorité masculine et par l'Eglise.

Ces dernières années, l'Eglise catholique a inventé le concept d' « idéologie du genre » pour justifier la bataille - ou la croisade - dans laquelle elle s'est engagée. Concept forgé par un théologien argentin, et qui sert à identifier le féminisme comme un nouvel ennemi. La doctrine de l'Eglise est devenue un hashtag à usages multiples : # NoALaIdeologiaDeGenero (« NonALidéologieDuGenre »).

Elle concentre ses attaques contre les luttes en faveur de l'avortement, mais elle engage également le combat sur le terrain éducatif. « Laissez nos enfants tranquilles » : c'est au bruit de ce slogan que s'est déroulée la marche contre « l'idéologie du genre », selon un article du journal péruvien *La Republica* à propos de la manifestation du 4 Mars dernier [16]. L'« idéologie du genre » serait, dans ce cas, le contenu d'un nouveau programme scolaire qui, en intégrant des notions telles que celles d'« égalité de genre » et d'« identité de genre », ferait la promotion de « l'homosexualité et du libertinage sexuel à l'école », selon les manifestants.

Au Brésil, un projet de loi fédérale intitulé « La loi de l'Ecole Sans Parti » déclare, dans l'unique paragraphe du premier article, l'interdiction de « l'application des postulats de la théorie ou

Y a-t-il une guerre « dans » le corps des femmes ? Finance, territoires et violence

<https://www.contretemps.eu> redaction

idéologie du genre » dans l'éducation, ainsi que de « toute pratique qui risque de compromettre, de précipiter ou d'orienter la maturation et le développement harmonieux d'un enfant correspondant à l'identité de son sexe biologique ».

En Argentine, l'offensive contre la loi nationale 26.150 qui défend le droit à une Education Sexuelle Complète (*ESI, Educación Sexual Integral*) dès le début de la scolarité a dû affronter la résistance d'un front d'organisations qui ont popularisé l'idée que l'éducation était « une cause féministe ». « L'augmentation des féminicides est liée à la disparition du mariage », déclarait Monseigneur l'Archevêque Aguer alors qu'un conflit avec les travailleurs de l'éducation occupait les rues début 2017^[17]. Le même Aguer avait déjà déclaré en 2009 au sujet de l'ESI qu'il y avait : « une pensée féministe hégémonique ».

En Colombie, pendant ce temps-là, le rôle joué par la campagne qui agitait la « menace du genre » afin d'obtenir la victoire du « non » aux accords de paix de La Havane était l'objet d'un intense débat. L'offensive ecclésiale est aussi une manière de condamner l'autonomie du corps des femmes et de faire la guerre à leur désobéissance.

A quoi cette offensive répond-elle? De la guerre comme forme de soustraction et de désobéissance

Comme l'a démontré Rosa Luxembourg, la guerre est historiquement un moment stratégique de l'accumulation du capital. Nous avons donc proposé d'analyser le type de guerre qui est menée aujourd'hui contre les femmes afin de comprendre l'offensive lancée par le capital pour assurer sa domination. Mais auparavant, en termes de méthode et de perspective politique, il est nécessaire de rendre compte du genre d'*autonomie* que les femmes mettent en jeu pour comprendre l'ampleur de cette réaction.

L'outil de la grève, qui dénonce les formes multiples d'exploitation de la vie, du temps et des territoires, intègre et déborde les questions liées au travail, dans la mesure où ces formes d'exploitation concernent des tâches et des travaux qui ne sont généralement pas reconnus : des activités de *care* à l'autogestion d'un quartier, des économies populaires à la reconnaissance du travail social non rémunéré, du chômage aux revenus intermittents...

La grève, ainsi que nous l'avons montré, n'abandonne pas le combat sur la question des salaires, mais elle le redéfinit et l'oblige à se confronter aux formes existantes de travail non salarié. Elle multiplie ainsi les sens de l'idée même de grève, sans diluer sa densité historique. Elle la relance et en fait un outil privilégié pour comprendre la manière dont la transversalité de la conflictualité sociale se reconfigure, dans l'entrecroisement de l'exploitation et des violences sexistes que nous avons mentionnées.

En incluant, en visibilisant et en valorisant les différents territoires où le capital exploite et extrait de la valeur dans sa phase actuelle d'accumulation, la grève (en tant que blocage, défi et désobéissance) nous permet de rendre compte des conditions dans lesquelles les luttes et les résistances réinventent aujourd'hui une politique rebelle. En effet, l'usage qui en est proposé par le mouvement des femmes *symptomatise, exprime et diffuse* un changement dans la composition des classes laborieuses, excédant leurs classifications et leurs hiérarchies, au-delà du « patriarcat salarié ». Et il le fait depuis la perspective d'un féminisme pratique, ancré dans les luttes concrètes.

La grève est ainsi parvenue à conjuguer ces deux dimensions : la *transversalité* de sa composition

politique (syndicats, organisations de base, collectifs de dissidents sexuels, associations d'étudiants, centres de santé, collectifs de migrants, *autoconvocados*[18] etc.) et l'*intersectionnalité* de ses problématiques, dans la mesure où la question centrale du travail a permis de formuler une critique concrète des formes renouvelées de l'exploitation capitaliste.

Cette dynamique pose un défi au féminisme inclusif : inclusif non pas au sens d'une modération ou d'une inclusion subordonnée à une norme qui s'élargirait pour nous contenir, mais au sens de la composition d'une différence polémique, et d'une radicalisation par le bas.

Cette question est indissociable d'une autre : celle de la capacité d'une mobilisation massive – où les enjeux du féminisme se formulent dans des langages et des pratiques multiples : le féminisme populaire, communautaire, indigène, le féminisme des quartiers pauvres, des banlieues etc. – à sortir les débats féministes du jargon pour spécialistes et des ghettos académiques et institutionnels.

La *connexion internationaliste* réalisée par la grève doit également retenir notre attention : les dimensions transversale et intersectionnelles de cette grève l'ont enrichie d'un langage et d'un ensemble d'expériences qui ont encore une fois *débordé et actualisé* cet outil, porteur d'une mémoire ouvrière incontestable. Mais en étant incarnée dans des situations concrètes de luttes et de conflits, sa dimension globale ou internationaliste n'a pas entraîné, comme cela a pu être le cas dans d'autres mouvements de résistance, une abstraction homogénéisante – c'est à dire une perte de consistance des paysages et des singularités – au nom d'une unité imposée comme un mot d'ordre.

Nous croyons qu'une relance de l'autonomie y est pratiquée, à partir des pratiques d'autonomie des femmes, dans un sens très précis : la déconstruction de l'asymétrie produite par l'ordre du genre, qui déchaîne une guerre d'un nouveau type. La capture de ces autonomies attentée par la finance n'est pas une dimension extérieure à la guerre, mais l'une de ses dynamiques intrinsèques, dans la phase actuelle d'accumulation où les avancées de la recolonisation nous considèrent, une fois encore, comme un territoire *exemplaire* à exploiter.

Le féminisme de rue, massif et radical, permet également d'éclairer la manière dont les relations d'obéissance sédimentées dans certaines catégories rentrent en crise dans des moments de révolte. En Amérique latine, ceci implique d'analyser avec d'autres outils théoriques les cycles et les calendriers politiques de la crise, et ses aménagements récents. Et plus encore : le féminisme nous met au défi de penser ces nouvelles formes de guerre comme des formes de violence qui trouvent dans le fonctionnement transversal (de traduction et de codage) du système financier une manière de contrôler et de discipliner la révolte qui lui dispute les mêmes modes opératoires.

La guerre « dans » le corps des femmes, dont j'ai voulu aborder ici quelques aspects, peut être pensée en relation avec ces formes hétérogènes par lesquelles l'autonomie et la désobéissance des femmes incitent à l'insubordination en faveur des savoirs du corps, et font qu'il résiste en même temps à toute domestication – car nous ne savons pas ce que peut un corps.

Communication de Verónica Gago (UBA-UNSAM-CONICET) à la journée d'étude "Ce que femme fait à Philosopher " le 30 mai 2017. Traduction de Julie Alfonsi.

Notes

[1] *Ni una menos* (en français : « Pas une de moins ») est le nom sous lequel se rassemblent les

manifestations massives qui ont lieu depuis 2015 dans de nombreuses villes d'Amérique latine pour protester contre les féminicides et les violences sexistes. Le slogan *Ni una menos* fait référence à un discours de Susana Chávez, poétesse et activiste mexicaine, elle-même assassinée en 2011 après avoir dénoncé la récurrence des meurtres de femmes à Ciudad Juarez. (N.d.T.)

[2] Rita Segato, *Las nuevas formas de la guerra y el cuerpo de las mujeres*, Pez en el arbol, 2014. Le texte est consultable en ligne à cette adresse :

https://www.researchgate.net/publication/287830519_Las_nuevas_formas_de_la_guerra_y_el_cuerpo_de_las_mujeres (N.d.T.)

[3] La conférence de Suely Rolnik « Au-delà de l'inconscient colonial » est consultable en ligne : <https://vimeo.com/45195712> (N.d.T.)

[4] Silvia Federici, "Reproduction et lutte féministe dans la nouvelle division du travail", in Dalla Costa M& G, (Eds) 1999, *Women, Development and Labor of reproduction, Struggles and Movements*, Africa World Press, Asmara, Eritrea, Traduit par D. Bordier et B. Walter <http://docplayer.fr/10600019-Reproduction-et-lutte-feministe-dans-la-nouvelle-division-internationale-du-travail.html>

[5] Karl Marx, *Le Capital*, (trad. Jean-Pierre Lefebvre (dir.) Quadrige / PUF, Paris, 1993. Sur « l'accumulation primitive » cf Livre I, VIIIe section : <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1867/Capital-I/kmcapI-26.htm> (N.d.T.)

[6] Voir : Selma James, *The Power of Women & the Subversion of the Community*, with Mariarosa Dalla Costa ; Bristol : Falling Wall Press, 1972 (N.d.T.)

[7] Un entretien avec Maria Galindo du collectif *Mujeres Creando* pour la revue *Sur* est consultable en ligne (en espagnol) : <http://sur.conectas.org/wp-content/uploads/2016/12/21-sur-24-esp-maria-galindo-corrigido.pdf> (N.d.T.)

[8] Chômeurs (N.d.T.)

[9] Blocage de la production par des groupes de grévistes (N.d.T.)

[10] Voir :

<https://www.redlatinoamericanademujeres.org/single-post/2017/02/01/INDIGNACION-POR-EL-ASESINATO-DE-DEFENSORAS-DEL-TERRITORIO-Y-HACEMOS-ECO-DEL-RIESGO-POLITICO-DENUNCIADO-POR-LAS-MUJERES-EN-GUATEMALA>

[11] Verónica Gago and Sandro Mezzadra, "Para una crítica de las operaciones extractivas del capital", *Nueva sociedad*, no. 255, January-February 2015 pp 38 à 52. ; Verónica Gago et Alexandre Roig, *The Popular Economy and the Real Economy: ethnographic inquiries into the reality and realisation of Economic Life*. Conférence, Río de Janeiro, 2016

[12] En particulier dans l'ouvrage de Rosa Luxembourgeois *L'accumulation du Capital*, Livre III "Les Conditions historiques de l'accumulation" : <https://www.marxists.org/francais/luxembur/works/1913/index.htm> (N.d.T.)

[13] Un article du Monde Diplomatique d'octobre 2016 sur l'assassinat de Berta Cáceres est disponible en français : <https://www.monde-diplomatique.fr/2016/10/RAIMBEAU/56454> (N.d.T.)

[14] Michel Foucault, « *Il faut défendre la société* », *Cours au Collège de France. 1975-1976*,

[15] Silvia Federici, *Caliban et la sorcière. Femmes, corps et accumulation primitive*, traduction de l'anglais (États-Unis) par le collectif Senonevero, revue et complétée par Julien Guazzini, Paris, Entremonde, 2014.

[16]

<http://larepublica.pe/sociedad/853601-con-mis-hijos-no-te-metas-manifestantes-se-reunen-para-marc-har-contra-la-ideologia-de-genero>)

[17]

<https://www.lanacion.com.ar/1972614-monsenor-hector-aguer-el-aumento-de-los-femicidios-tiene-qu-e-ver-con-la-desaparicion-del-matrimonio>

[18] Groupes de participants réunis autour d'une cause sans appartenir à aucune organisation.
(N.d.T.)